

Arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 MAI 2024
prise à l'encontre de la Société Albi Remblais Recyclés de respecter les prescriptions
applicables à l'installation de stockage de déchets exploitée sur la commune de DENAT

Le préfet du Tarn
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8-I, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 20 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Michel VILBOIS en qualité de Préfet de Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 7 juin 2023 portant nomination de Monsieur Sébastien SIMOES, sous-préfet d'Albi, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral 2023 du 29 avril 2024 portant délégation de signature à Monsieur Sébastien SIMOES, sous-préfet d'Albi, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des I.C.P.E., et notamment l'article 7 qui dispose :
« Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.
Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. » ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des I.C.P.E. ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale en date du 15 juillet 2020 relatif à l'exploitation d'une installation de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante et d'une installation de stockage de déchets inertes sur la commune de DENAT (81) exploitées par la société ALBI REMBLAIS RECYCLES et notamment l'article 9.2.3.3 qui dispose :
« [...] Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, stockés dans les casiers dédiés, sont recouverts avant toute opération de régilage à la fin de chaque jour de réception par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement. L'épaisseur de recouvrement est supérieure à 20 centimètres. » ;

- Vu** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 2 avril 2024 transmis à l'exploitant ;
- Vu** les réponses de l'exploitant formulées par courrier en date du 30 avril 2024 ;

Considérant que lors de la visite du 6 mars 2024, l'Inspection des installations classées a constaté :

- qu'aucune couverture argileuse ne recouvrait les derniers arrivages de déchets amiantés ;
- qu'il n'y avait pas contrôles sur les déchets inertes préalablement à leur déversement.

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions :

- de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé ;
- de l'article 9.2.3.3 de l'article préfectoral du 15 juillet 2020 susvisé.

Considérant que face à ces manquements il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Albi Remblais Recyclés de respecter les dispositions des arrêtés ministériels et préfectoral susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise en demeure

La société Albi Remblais Recyclés, exploitant une installation de stockage de déchets inertes et de matériaux de construction contenant de l'amiante, est mise en demeure **sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté** de respecter les dispositions de :

- l'article 7 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé afin de mettre en place les contrôles sur les déchets inertes avant leur admission et leur déversement sur l'ISDI ;
- l'article 9.2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2020 susvisé, en recouvrant les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante d'une épaisseur supérieure à 20 centimètres avant toute opération de régilage à la fin de chaque jour de réception par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement.

Article 2 : Obligations

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L. 171-8 et L. 512-18 du Code de l'environnement.

Article 3 - Délais et voies de recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

1. Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Article 4 - Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de DENAT en vue de l'information des tiers.

Un extrait de cet arrêté est affiché par les soins du maire de DENAT dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

Le même arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pour une durée minimale de quatre mois.

Article 5 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, l'Inspection des installations classées et le maire de DENAT sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'exploitant.

Albi le **30 MAI 2024**

**Pour le préfet, par délégation,
Le secrétaire général,**



Sébastien SIMOES